

No 9187

JUL91

100

Délégation de pouvoirs spéciaux  
 par Monsieur BLANCHET  
 en faveur de Monsieur BOTELLA  
 représentant la Compagnie Nationale  
 AIR FRANCE en EQUATEUR.

Le 23 janvier 1991.

PARDEVANT Maître François-Xavier HOREN, notaire associé de la Société Civile Professionnelle dénommée "François-Xavier HOREN et Philippe LECUYER, notaires associés" titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de PARIS (deuxième arrondissement) 4 rue de la Paix, soussigné,

A COMPARU :

Monsieur Jean-Didier BLANCHET, Directeur Général de la Compagnie Nationale Air France, domicilié à PARIS (15ème arrondissement) 1 square Max Hymans,

Agissant en cette qualité au nom et pour le compte de la COMPAGNIE NATIONALE AIR FRANCE, société régie par le Code de l'Aviation Civile au capital de 3.156.570.000 francs, dont le siège social est à PARIS 15e, 1 square Max Hymans, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B. 542 091 277.

Et habilité à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, sur proposition de Monsieur le Président de la Compagnie Nationale AIR FRANCE, par le Conseil d'Administration de ladite société aux termes de sa séance du 18 octobre 1989 dont un extrait certifié conforme du procès verbal est demeuré annexé à la minute d'un acte reçu par le notaire associé soussigné le 10 novembre 1989.

LEQUEL, a par ces présentes délégué à :

Monsieur Jean-Claude BOTELLA, représentant la Compagnie en Equateur.

Lequel élit domicile à Quito.

Tous pouvoirs pour agir à ce titre dans ces différents pays suivant les instructions qu'il reçoit de la Direction Générale, en représentant et engageant valablement la Compagnie vis à vis de tous tiers, administrations publiques et autorités officielles, toucher et recevoir toutes sommes qui sont ou pourraient être dues à la Compagnie, à quelque titre que ce soit, en particulier, toutes sommes provenant de subventions ou redevances postales ou autres, ou dues par les administrations locales à la Compagnie ; faire verser ou virer ces sommes à tous comptes en banques ; payer les sommes que ladite compagnie peut et pourra devoir ; retirer de la poste aux lettres et de tous roulages, messagerie, ou chemin de fer, ou recevoir à domicile les lettres, télégrammes, paquets, colis chargés ou non, renfermant ou non des valeurs déclarées à la Compagnie ; se faire remettre ou toucher tous mandats ; représenter la Compagnie vis à vis des douanes locales, ainsi qu'àuprès des autres administrations, remplir toutes formalités, notamment pour se conformer aux dispositions locales ; signer toutes déclarations soumissions, acquits à caution, reconnaissances de consignation, quittances de remboursement de droits indûment perçus, procès-verbaux de saisies et transactions provisoires ou définitives, règlement de droit et enfin tous actes quelconques.

Opérer le retrait de toutes sommes consignées, remettre ou se faire remettre, tous titres et pièces, donner et recevoir toutes bonnes et valables quittances et décharges,

représenter la compagnie devant les Juridictions et Tribunaux de première et dernière instance.

Proposer et poursuivre des activités légales en tant que demandant ou défendant, étant investi des autorisations contenues dans l'article cinquante du Code de Procédure de la République de l'EQUATEUR, afin qu'il puisse aussi exercer tous les droits et obligations qui sont mentionnés dans la loi des Compagnies de la République de L'EQUATEUR, spécialement dans ce qui est défini par les articles 424, 425, 426, 427 et 428 de la Compagnie de la République de L'EQUATEUR.

Signer tous actes et pièces et généralement faire le nécessaire.

Faire jouer les comptes ouverts au nom d'AIR FRANCE chez tous établissements bancaires ou de crédit, et notamment effectuer par chèque ou autrement tous retraits de tout ou partie des sommes qui sont ou seront inscrites à ce compte quelle qu'en soit la provenance ; ordonner tous versements ou virements de ces mêmes sommes ; vérifier, contester ou approuver tous relevés de comptes, donner toutes quittances ou décharges : signer tous chèques, reçus, bordereaux, lettres ou pièces quelconques et, généralement, faire le nécessaire. Pour engager valablement la Compagnie AIR FRANCE, toujours agir et signer conjointement avec les autres mandataires nommément désignés par elle, sauf en ce qui concerne les transferts effectués de ces comptes au compte AIR FRANCE à PARIS ou à NEW YORK où une seule signature est requise.

Le titulaire de la présente délégation pourra lui-même déléguer, dans les conditions qu'il fixera, à un ou plusieurs mandataires de son choix, qui agiront et signeront alors valablement en ses lieu et place, ceux de ses propres pouvoirs qu'il jugera utile de leur conférer, sauf en ce qui concerne le pouvoir de faire jouer les comptes ouverts au nom d'AIR FRANCE.

Il pourra de plus transférer, en cas d'absence, à un mandataire substitué, le bénéfice complet de la présente délégation de pouvoirs.

La présente délégation de pouvoirs est valable, sauf révocation, sans limitation de durée.

Les délégations ou transferts de pouvoirs, qui auraient pu être consentis par le titulaire, ne pourront de leur côté rester valables après expiration de la présente délégation.

**DONT ACTE** établi sur deux pages

Fait et passé à PARIS (15ème arrondissement), 1 square Max Hymans.

Au siège de la Compagnie Nationale Air France.

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT ONZE

Le vingt trois janvier.

Et après lecture faite, le comparant a signé avec le notaire associé soussigné.

Suivent les signatures.

En marge se trouve cette mention : droits d'enregistrement sur état : 430 frs.

JUL 91

002

**POUR COPIE AUTHENTIQUE.**  
exactement collationnée et conforme à la minute,  
établie sur trois pages, sans renvoi ni mot nul. /

Cette copie authentique est reliée par le procédé ASSEMBLACT R.C. empêchant  
toute substitution ou addition, elle est signée à la dernière page par le notaire  
Assl. du décret 71.941 du 26.11.71 ART. 15.

A la minute d'un acte en constatant le dépôt reçu par Maître François-Xavier HOREN, notaire associé soussigné, le 10 novembre 1989, portant cette mention : droits d'enregistrement sur état : 430 francs.

Se trouvent annexées trois délibérations du Conseil d'Administration de la Compagnie Nationale AIR FRANCE, du 18 octobre 1989, et notamment la délibération concernant le pouvoirs délégués au Directeur Général de ladite Compagnie dont la teneur littérale suit :

CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 18 OCTOBRE 1989

POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

M. Bernard ATTALI, en tant que Président du Conseil d'Administration, agissant en exécution de l'article 24 des Statuts de la Compagnie Nationale, confie à M. Jean-Didier BLANCHET, Directeur général, les pouvoirs suivants dont l'attribution n'empêche pas leur usage par le Président :

1. Il remplit toutes formalités exigées par les lois des pays dans lesquels la Compagnie pourrait opérer ;
2. Il propose au Président la fixation des dépenses générales d'administration et les règles relatives aux approvisionnements de toutes sortes ;

Il passe tous traités, marchés, soumissions, adjudications, entreprises, à forfait ou autrement, rentrant dans l'objet de la Société, assure leur publication éventuelle, étant entendu que les contrats portant sur une somme supérieure à trente millions de francs sont soumis pour signature au Président ;

4. Il reçoit toutes sommes d'argent, créances, comptes ou demandes quelconques qui sont dus à la Société à quelque titre que ce soit, en donne tous reçus, quittances et décharges ; il paie toutes sommes ou dettes quelconques dues par la Société ou à sa charge et en retire toutes quittances, décharges et documents libératoires ;
5. Il peut effectuer toutes opérations financières, faire le dépôt à toutes banques, établissements de crédit et caisses publiques ou particulières de toutes sommes, valeurs et titres de quelque nature que ce soit ; effectuer tous retraits de fonds par chèques, acquérir et aliéner tous titres et valeurs, en toucher les dividendes ou arrérages ; faire tous emplois de fonds, ouvrir et fermer tous comptes de banque d'escompte, comptes courants et spéciaux dans tous établissements de crédit et

banques, chez tous agents de change et représentants du Trésor en France et à l'étranger ; passer tous accords ou conventions concernant le fonctionnement de ces comptes ; ordonner tous mouvements de fonds ou virements ; se faire attribuer tout coffre, y faire tous dépôts ou retraits ; signer tous chèques, tous mandats, acquits, effets de commerce, bordereaux d'escompte ; signer tous endos et acceptations ; acheter ou vendre au comptant ou à terme tous instruments financiers en toutes devises ; procéder à toutes opérations de change au comptant ou à terme ; donner, dans le cadre de l'autorisation renouvelée annuellement au Président par le Conseil d'Administration, des cautions, avals et garanties, sans limite de montant à l'égard des administrations fiscale et douanière, et, dans la limite globale de quatre vingt millions de Frs

pour les emprunts par les agents de la Compagnie en vue de l'acquisition de logements, ainsi que pour les emprunts contractés par tous organismes gérant les œuvres sociales de la Compagnie, et par tous établissements de formation professionnelle et de perfectionnement du personnel ; donner toutes quittances et décharges ;

Il peut tirer les mandats sur les banquiers, les établissements de crédit et banques, souscrire, accepter, négocier, endosser, renouveler, annuler et acquitter tous chèques, traites, lettres de change, billets à ordre et connaissances et, plus généralement, tous effets de commerce ;

6. Il peut procéder, sous sa signature, à toutes acquisitions, à tous retraits, transferts, aliénations de rentes, valeurs, créances.

Il réalise toutes acquisitions, échanges et ventes de biens et droits immobiliers, ainsi que de brevets ou licences de brevets d'invention, et droits mobiliers quelconques étant entendu que les opérations d'un montant supérieur à trente millions de francs doivent être soumises au Président ;

Il fait toutes constructions et tous travaux, crée et installe tous établissements ou agences, étant entendu que les opérations d'un montant supérieur à trente millions de francs doivent être soumises au Président ;

7. Il consent ou accepte, cède ou résilie tous baux, locations et sous-locations, à court ou à long terme, avec ou sans promesse de vente quelle que soit la forme de l'acte à intervenir ;

Il contracte toutes polices d'assurances et abonnements aux services publics ou privés, signe tous avenants et toutes pièces modificatives, paie toutes primes et cotisations ;

8. Il autorise, signe ou passe toutes transactions commerciales, tous compromis, acquiescements, désistements, ainsi que toutes antériorités et subrogations, toutes mainlevées de saisies mobilières ou immobilières, oppositions et autres droits même sans paiement ;

Il peut intenter ou suivre toutes actions mobilières ou immobilières, les suspendre, les abandonner ou les clôturer d'une manière quelconque, à l'amiable ou autrement, consentir et signer tous désistements ;

Il représente la Société en justice devant toutes juridictions civiles, commerciales, administratives, criminelles, fiscales et autres en France ou à l'étranger, et ce, tant en demandant qu'en défendant ou en intervenant et à l'occasion de tous procès, litiges, actions, quels qu'ils soient dans lesquels la Société est/ou peut être intéressée ou en cause à quelque titre que ce soit, acquiesce à tous jugements, arrêts ou décisions, relève tous appels, poursuit tous recours, toutes exécutions, requiert toutes ordonnances, peut transiger, compromettre sur tous litiges, nommer tous arbitres ou en requérir la nomination ;

Il représente la Société auprès de toutes administrations fiscales des contributions directes ou indirectes, douanes et de l'enregistrement. Il signe toutes déclarations, pétitions, demandes de remises gracieuses, fait tous versements, retire toutes quittances, verse tous cautionnements en donne toutes quittances et décharges ;

Il représente aux effets ci-dessus la Société devant toutes autorités ou juridictions, quelles qu'elles soient, rédige, dépose, signe, soutient, développe tous mémoires, notes et moyens de défense, commet tous mandataires, passe tous accords, transactions, prend tous arrangements ;

Il retire de toutes administrations et de tous services publics ou privés, tous envois au nom de la Société, et en donne décharge et quittance ;

Il dirige le fonctionnement de la Société, conformément aux directives du Président, et signe la correspondance dans le cadre des attributions qu'il reçoit aux termes des présents pouvoirs ;

Il étudie et propose au Président, d'une part les mesures générales concernant l'organisation et le contrôle des services ainsi que les programmes généraux d'activité de la Compagnie, et, d'autre part, les demandes d'autorisation ou d'approbation à soumettre aux Pouvoirs publics aux termes du Code de l'Aviation civile, étant entendu que le Directeur général a délégation pour soumettre celles concernant les tarifs ;

Il décide des actes de gestion du personnel dans les formes prescrites dans le statut du personnel ;

Toutefois, il soumet préalablement, pour accord, au Président les nominations, mutations et sanctions concernant les agents de la catégorie VII, les sous-directeurs, les agents hors statut, les chefs de département et les représentants régionaux ;

D'autre part, il co-signe avec le Président, qui en décide, les nominations, mutations et révocations des directeurs généraux adjoints, des directeurs et du haut personnel hors statut ;

Il soumet au Président les règles générales concernant la fixation des traitements, l'avancement et la retraite du personnel.

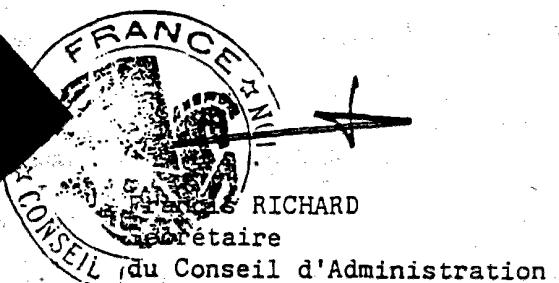
Il prend toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations et des responsabilités que la loi et la réglementation mettent à la charge de la Compagnie, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, dans les termes de la délégation spéciale reçue et acceptée par lui à cet effet.

Nonobstant les pouvoirs conférés par la présente délégation, le Directeur général soumettra au Président tous actes ou opérations dont l'objet sera supérieur à cent millions de francs.

peut se substituer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie de ses pouvoirs, étant spécifié que cette substitution ne fait pas obstacle à l'exercice direct de ses pouvoirs quand il le juge utile, et qu'il peut à tout moment et dans toutes circonstances suspendre tout ou partie de cette substitution, étant entendu que le Directeur général et les personnes qui le remplacent rendent compte au Président de leur activité.

Pour copie certifiée conforme

Paris, le 30 octobre 1989



POUR EXTRAIT AUTHENTIQUE,  
exactement collationné et conforme à  
la minute, établi sur quatre pages,  
sans renvoi ni mot nul. /.

Cette copie authentique est validée par le procédé ASSIMOLA C1 HC empêchant toute substitution ou addition, elle est signée à la dernière page par le notaire  
mentionné au décret 71-941 du 26.11.71 ART.15.

tion de pouvoirs en matière  
sécurité par Monsieur  
en faveur de Monsieur  
CHET Directeur Général  
Compagnie Nationale  
RANCE  
novembre 1989.

PARDEVANT Maître François-Xavier HOREN, notaire associé de la Société Civile Professionnelle dénommée "François-Xavier HOREN et Philippe LECUYER, notaires associés" titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de PARIS (France) 4 rue de

A COMPARU :

Monsieur Bernard ATTALI, Président de la Compagnie Nationale AIR FRANCE, domicilié à PARIS (quinzième arrondissement) 1 Square Max Hymans,

Agissant en cette qualité au nom et pour le compte de la Compagnie Nationale AIR FRANCE, Société régie par le Code de l'Aviation civile, au capital de trois milliards cent cinquante six millions cinq cent soixante dix mille francs, dont le siège est à PARIS (quinzième arrondissement) 1 Square Max Hymans, immatriculée au Registre du Commerce sous le numéro 5420 91277 B.

A, par les présentes, délégué à :

Monsieur Jean-Didier BLANCHET, Directeur Général de la Compagnie Nationale AIR FRANCE, domicilié à PARIS (quinzième arrondissement) 1 Square Max Hymans.

Tous pouvoirs :

- pour prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et la réglementation mettent à la charge de la Compagnie notamment mais non exclusivement en matière aéronautique, ou en matière de circulation, d'entretien ou d'équipement des véhicules terrestres ;

- pour prendre les mesures qui s'imposent en matière de législation du travail, d'hygiène et de sécurité des agents de la Compagnie placés sous son autorité, étant entendu qu'il devra notamment veiller au respect de toutes les dispositions concernant les conditions de travail du personnel, la surveillance des locaux de travail, la prévention des accidents du travail particulièrement en ce qui concerne la circulation des véhicules et engins, l'utilisation des machines et dispositifs de protection, le maniement de substances toxiques ou nocives, la prévention des incendies et, de façon générale, toutes prescriptions visant l'hygiène et la sécurité des agents de la Compagnie ;

- pour prendre toutes les mesures susceptibles d'éviter les accidents causés à des tiers quels qu'ils soient ;

- pour prendre vis-à-vis des agents d'Air France ou proposer à leur égard toutes sanctions aux infractions commises dans le domaine de la sécurité, sous réserve du respect des procédures disciplinaires prévues par le Statut et ses règlements d'application ou le contrat de travail desdits agents.

Compte tenu de la dispersion géographique des activités de la Compagnie, le titulaire de la présente délégation pourra lui-même déléguer, dans les conditions qu'il fixera, à un ou plusieurs mandataires de son choix qui agiront alors valablement en ses

17 JUL 91

005

lieu et place, ceux de ses propres pouvoirs qu'il jugera utile de leur conférer pour assurer la pleine efficacité de leur exercice.

Le titulaire de la présente délégation devra, en vertu de ladite délégation, assumer toutes les responsabilités que la loi et la réglementation mettent à la charge du chef d'entreprise, lesdites responsabilités lui étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Le titulaire de la présente délégation manifestera son acceptation des pouvoirs qui lui sont conférés, en apposant ~~sur la présente minute ou sur une copie authentique de~~ la présente, la mention manuscrite "bon pour acceptation de pouvoirs", et en datant et signant après cette mention.

DONT ACTE établi sur deux pages.

Fait et passé à PARIS (quinzième arrondissement) 1 Square Max Hymans,  
Au siège de la Compagnie Nationale AIR FRANCE,  
L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT NEUF

Le dix novembre.

Et après lecture faite, le comparant a signé avec le notaire associé soussigné.  
Suivent les signatures.

En marge se trouve cette mention manuscrite : Bon pour acceptation de pouvoir.  
Paris, le 10 novembre 1989. Signé Jean-Didier BLANCHET.

Et en marge se trouve cette mention : droits d'enregistrement sur état : 430 francs.

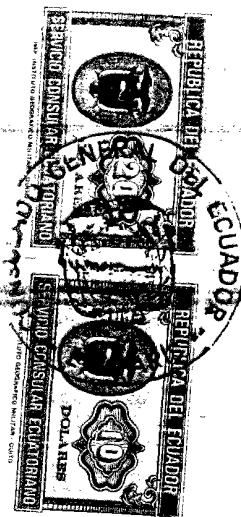
POUR COPIE AUTHENTIQUE, exactement  
collationnée et conforme à la minute, établie sur deux pages,  
sans renvoi ni mot nul./.

Le Ministre des Affaires Etrangères certifie que le présent acte public  
est établi dans les formes prévues  
par la loi française.  
Pour le Ministre et par délégation

P. LAGRELLETTE

Cette copie authentique est relâchée par le procédé ASSEMBLACT R.C. empêchant  
toute substitution ou addition, elle est signée à la dernière page par le notaire  
Apol. de décret 71.941 du 26.11.71 ART. 15.





REPÚBLICA DEL ECUADOR  
CONSULADO DEL ECUADOR EN PARÍS

Presentada para autenticar la firma que  
antecede, el suscrito Consul General  
del Ecuador en París  
certifica que es auténtica, siendo la que  
usa la señor e. F. Sagrellathen

en todas sus actuaciones

Autenticación N° 170/91

Partida Arancelaria II, 13 d)

Valor de la actuación US\$ 30.00

Lugar y fecha 11 febrero 1991

Firma del funcionario

  
RAMIRO ESCUDERO DILLON  
CONSUL GENERAL DEL ECUADOR

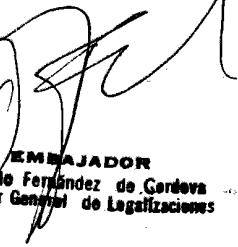
REPÚBLICA DEL ECUADOR  
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES

5485  
14 MAR 1991

Se certifica que la firma precedente del  
Señor Ramiro Escudero Dillon, Consul General  
del Ecuador en París

es auténtica



  
EMBAJADOR  
Marcelo Fernández de Gómez  
Director General de Legalizaciones

PP JUL 91

900

ESTACIO ENELANCO

DR. MARCIAL IVAN AGUINAGA MENESES  
A B O G A D O

Reina Victoria 1539 y Av. Colón - Edif. Banco de Guayaquil  
Bo. Piso - Oficina 804 B - Teléfono 526699 - Apartado 9163 Suc. 7  
QUITO - ECUADOR

SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

DR. MARCIAL AGUINAGA MENESES, de nacionalidad ecuatoriana, de estado civil casado, de profesión abogado, domiciliado en esta ciudad de Quito, a Ud. atentamente digo:

Adjunto a la presente la DELEGACION DE PODERES otorgada por el Sr. JEAN-DIDIER BLANCHET, DIRECTOR GENERAL DE LA COMPAÑIA NACIONAL FRANCESA AIR FRANCE a favor del Sr. JEAN-CLAUDE BOTELLA como REPRESENTANTE DE LA PRENOMBRADA COMPAÑIA EN EL ECUADOR.

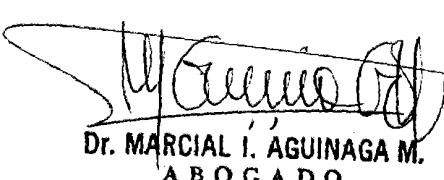
El documento en referencia se halla redactado en idioma francés.

Con los antecedentes anotados, solicito a Ud. Señor Juez, se sirva ordenar la traducción al Castellano del documento anteriormente indicado, y previas las formalidades de Ley, sea aprobado mediante sentencia.

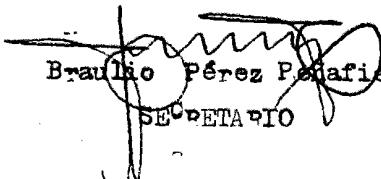
Para la práctica de la traducción solicitada, se servirá nombrar perito-traductor, nombramiento para el cual sugiero el nombre de la Sra. Lcda. ALBA ALEXANDRA AGUINAGA Y. DE CONTRERAS, a quien se le notificará en la Calle Reina Victoria No. 1539 y Avenida Colón de esta ciudad de Quito, señalándole día y hora - para que se posesione de su cargo, y así mismo, concediéndole el término respectivo para que presente el informe.

Presentado el informe de traducción, se servirá aprobarlo mediante sentencia y se ordena fa se me devuelvan originales.

Recibiré notificaciones en el Casillero Judicial N° 485.

  
Dr. MARCIAL I. AGUINAGA M.  
A B O G A D O  
Casillero Judicial N° 485  
Matrícula N° 1146 - QUITO

Presentado hoy día <sup>catorce</sup> de marzo de mil novecientos noventa y uno, a las <sup>quince</sup> horas. - Certifico. -

  
Braulio Pérez Peñafiel  
SECRETARIO

JUZGADO DE <sup>IMO</sup> DE LO <sup>CIVIL</sup> DE PI<sup>C</sup>HIN<sup>HA</sup>.= Quito, marzo 14 de 1991.  
 las 11h00.= VISTOS: La petición anterior es clara y reúne los requisitos  
 de ley, en consecuencia, procedese a traducir al Castellano el documento  
 que en idioma extranjero se acompaña, al efecto se nombrá perito a la señorita  
 Lcda. Alba A. Aguinaga, quien tomará posesión de su cargo el dia de  
 mañana 15 de los presentes mes y año a las nueve horas.=

Dr. Luis Narváez Pazos.

En Quito, a catorce de marzo de mil novecientos noventa y uno a las  
 diez horas, menos quince minutos, ante el r. Luis Narváez Pazos, Juez D<sup>o</sup>  
 imo de lo Civil de Pichincha e infranctito Secretario comparece la  
 Señorita Lcda. Alba Aguinaga, con el objeto de posesionarse del cargo de  
 perita en esta diligencia Al efecto juramentada en legal forma y previo el  
 cumplimiento de las formalidades legalesmanista que se desempeñará fiel y  
 legalmente del cargo y firma con el señor Juez y Secretario que certifica.

Luis  
Juez

Alba Aguinaga  
Compareciente.  
PERITO.

Braulio Pérez Benafiel  
SECRETARIO



M. ADAMUS J. JACOBAM BO  
O B O C A D A  
281 1991  
OTRO - 84111 EN SANTAM

Este documento se considera válido en su totalidad.  
Firmado en Quito el día 14 de marzo de 1991.

Alba Aguinaga  
Lcda. Alba Aguinaga

14/03/91

SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

LCDA. ALBA ALEXANDRA AGUINAGA DE CONTRERAS, nombrada y posesionada como perito-traductora del documento que contiene la DELEGACION DE PODERES otorgada por el Sr. JEAN DIDIER BLANCHET a favor del Sr. JEAN-CLAUDE BOTELLA, documento que se halla redactado en idioma francés para que sea traducido al castellano, presento el informe que contiene las versiones en comendadas de acuerdo al siguiente texto:

En la parte superior derecha hay un sello que se lee:  
Derecho de timbre sobre estado.- Autorización del 16 de Enero de 1.985.- En el margen izquierdo se lee: Delegación de Poderes Especiales otorgado por el Señor BLANCHET a favor del Sr. BOTELLA como representante de la Compañía Nacional AIR FRANCE en el Ecuador.- 23 de Enero de 1.991.

EN PRESENCIA del Dr. François-Xavier HOREN, notario asociado a la Sociedad Civil Profesional denominada "Francois-Xavier HOREN y Philippe LECUYER , notarios asociados" titulares de una Oficina Notarial con residencia en París , 4 rue de la Paix, suscribe,

HA COMPARCIDO:

El Señor Jean-Didier BLANCHET, Director General de la Compañía Nacional Air France, domiciliada en París (15avo.- distrito), 1 Square Max Hymans, actuando en esta calidad a nombre y por cuenta de la COMPAÑIA NACIONAL AIR FRANCE, sociedad regida por el Código de Aviación Civil, con un capital de 3.156.570.000 francos, con sede en París, 1 Square Max Hymans, matriculada en el Registro Mercantil y de Compañías de París bajo el número B.542 091 277.

Y habilitado al efecto de los presentes, en virtud de los poderes que le han sido delegados a proposición del Sr.- Presidente de la Compañía Nacional AIR FRANCE, por el Consejo de Administración de la mencionada sociedad, según los términos de la sesión de 18 de Octubre de 1.989 cuyo extracto certificado conforme al proceso verbal reposa anexado a la minuta del acta recibida por el notario asociado abajo firmante, el 10 de noviembre de 1.989.

QUIEN , por la presente delega al Señor JEAN-CLAUDE BOTELLA, como representante de la Compañía en el ECUADOR, el mismo que elige domicilio en Quito.

Todos los poderes para actuar a su nombre en los diferentes países según las instrucciones que recibe de la Dirección General, representando y comprometiendo valederamente a

17 JUL 91

008

la Compañía frente a terceros, administraciones públicas y autoridades oficiales, para recibir y cobrar toda suma que sea o pueda ser adeudada a la Compañía bajo cualquier título; en particular, todas las sumas provenientes de subvenciones, rentas postales u otras, adeudadas por las administraciones locales a la Compañía, depositar o transferir esos montos a bancos, pagar las sumas que la Compañía deba o pudiera deber, retirar del correo y de todo medio de transporte encomiendas, recibir a domicilio cartas, telegramas, paquetes, encomiendas encargadas o no, conteniendo o no valores declarados a la Compañía; hacerse entregar o recibir todo giro, representar a la Compañía frente a las aduanas locales, así como ante otras administraciones, para cumplir con todas las formalidades, sobretodo para sujetarse a las disposiciones locales; firmar todas las declaraciones, sumisiones, adquisiciones caucionadas, reconocimiento de consignaciones, recibos de reembolsos por derechos indebidamente percibidos, procesos verbales por embargo y transacciones provisionales y definitivas, pago de derechos y finalmente cualquier acto necesario.

Operar el retiro de todos los montos consignados, entregar y hacerse entregar títulos y piezas, dar y recibir recibos y descargas útiles y válidos, representar a la Compañía ante las Jurisdicciones y Tribunales de primera y última instancia.

Proponer y seguir acciones legales, ya sea como actor o demandado, investido de las autorizaciones contenidas en el artículo cincuenta del Código de Procedimiento de la República del Ecuador, a fin de que pueda ejercer todos los derechos y contraer las obligaciones que se mencionan en la Ley de Compañías de la República del ECUADOR, especialmente aquellas contenidas en los artículos 424, 425, 426, 427 y 428 de la Ley de Compañías de la República del ECUADOR.

Firmar actas y piezas y generalmente hacer lo necesario.

Manejar las cuentas abiertas a nombre de AIR FRANCE en todos los establecimientos bancarios o de crédito, y sobretodo, efectuar por cheque o de otro modo, cualquier retiro total o parcial de sumas que sean o serán inscritos en la mencionada cuenta, cualquiera sea su procedencia; ordenar todo depósito o transferencia de esos mismos montos; verificar, protestar o a probar todo estado de cuenta, dar recibos y descargas; firmar cheques, recibos, comunicaciones, cartas o documentos de cualquier índole, y en general, hacer lo necesario al respecto.

Para comprometer de manera válida a la Compañía AIR FRANCE, actuar y firmar conjuntamente con los otros mandatarios designados por ella, excepto en lo que se refiere a las transferencias efectuadas de esas cuentas a la cuenta de AIR FRANCE en París o en Nueva York, para las cuales es suficiente una sola firma.

El titular de la presente delegación podrá a su vez delegar, en las condiciones que él fije, a uno o varios mandatarios de su elección, quienes actuarán y firmarán de manera válida en su lugar, lo que de sus propios poderes él juzgue necesario conferir, excepto en lo concerniente al poder de manejar las cuentas abiertas a nombre de AIR FRANCE.

Además podrá transferir, en caso de ausencia, a un mandatario substituto, el beneficio completo de la presente delegación de poderes.

La presente delegación de poderes es válida, salvo revo catoria, sin límite de duración.

Las delegaciones o transferencias de poderes, que pudieren ser consentidas por el titular, no podrán ser válidas después de la expiración de la presente delegación.

ACTA ELABORADA EN TRES PAGINAS.

Dado y firmado en París (15avo. distrito), 1 Square Max Hymans.

En la Sede de la Compañía Nacional Air France.

AÑO MIL NOVECIENTOS NOVENTA Y UNO.- 23 de Enero.

Después de hecha esta lectura, el compareciente firma con el notario asociado infrascrito.- Siguen las firmas.

En el margen se encuentra esta mención: derechos de registro - sobre estado: 430 francos.

COPIA AUTENTICA, exactamente cotejada y conforme a la minuta, elaborada en tres páginas, sin enmendadura ni palabra anulada. (firmado) Ilegible.

En la parte inferior hay un sello que dice:

Esta copia auténtica se la realizó por el sistema ASSEMBLACT R.C., impidiendo cualquier sustitución o adición. Esta firmada en la última página por el notario .- Decreto 71.941 de 26 de Noviembre de 1.971. Art. 15.



Derechos de timbre pagado sobre estado.- Autorización del 16 de 009  
Enero de 1.985.

En la minuta de la escritura, constatándose el depósito recibido por el Dr. Francois-Xavier HOREN, notario asociado infrascrito, el 10 de Noviembre de 1.989, hay esta mención: derechos de registro sobre estado: 430 francos.

Se encuentran anexadas tres deliberaciones del Consejo de Administración de la Compañía Nacional AIR FRANCE, de 18 de Octubre de 1.989, y sobre todo la deliberación concerniente a los poderes delegados al Director General de la mencionada Compañía, al tenor literario siguiente:

CONSEJO DE ADMINISTRACION

18 DE OCTUBRE DE 1.989

Poderes del Director General

El Sr. Bernard ATTALI, en su calidad de Presidente del Consejo de Administración, actuando en cumplimiento del artículo 24 de los Estatutos de la Compañía Nacional, delega al Sr. Jean-Didier BLANCHET, Director General, los poderes siguientes, cuya atribución no impide su ejercicio por parte del Presidente:

- 1.- Llenar todas las formalidades exigidas por la Ley del país donde Air France podría operar.
- 2.- Proponer al Presidente la fijación de gastos generales de administración y reglas relativas al aprovisionamiento de cualquier clase.
- 3.- Ratificar tratados, mercados, sumisiones, adjudicaciones, empresas contratadas u otras que sean objeto de la Sociedad, asegurando su publicación eventual, entendiéndose que los contratos que sobrepasen la suma de treinta millones de francos serán sometidos a la firma del Presidente.
- 4.- Recibir toda suma de dinero, créditos, cuentas o pedidos que les sean debidos a la Sociedad a cualquier título que fuere; otorgando los recibos, finiquitos y descargos correspondientes; pagar toda suma de dinero o cantidad adeudada por la Sociedad o que esté a su cargo y retirar recibos, descargos y documentos liberatorios.
- 5.- Efectuar todas las operaciones financieras, realizar depósitos en bancos, establecimientos de crédito y cajas públicas o particulares de sumas, valores y títulos de la naturaleza que fueren; efectuar retiros de fondos mediante cheques; adquirir y enajenar títulos y valores, cobrando los respectivos dividendos; emplear los fondos, abrir y cerrar cuentas en bancos de descuento; cuentas corrientes y especiales en

establecimientos de crédito y bancos, ante agentes de cambio y representantes del Tesoro en Francia y en el extranjero; ratificar acuerdos o convenciones relativas al funcionamiento de dichas cuentas, ordenar movimientos de fondos o transferencias; hacerse entregar cantidades, realizando depósitos o retiros; firmar cheques, libranzas, recibos, actos mercantiles, notas de descuento; firmar todo endoso o aceptación; comprar o vender al contado o a plazo documentos financieros en todas las divisas; realizar operaciones de cambio al contado o a plazo; otorgar, en el marco de la autorización renovada anualmente al Presidente por el Consejo de Administración, cauciones, avales y garantías, sin límite de monto y en consideración a las administraciones fiscal y aduanera, y en el límite global de ochenta millones de francos para los empréstitos de agentes de la Compañía, en vista de la adquisición de viviendas, así como también para los empréstitos contratados por todo organismo gerente, las obras sociales de la Compañía, y por todo establecimiento de formación profesional y de perfeccionamiento personal; dar recibos y descargas. Hacer giros en los bancos, en establecimientos de crédito, suscribir, aceptar, negociar, endosar, renovar, anular y pagar todo cheque, letra de cambio, pagarés a la orden y en general todo documento negociable.

- 6.- Proceder bajo su firma a cualquier compra, retiro, transferencia, enajenación de rentas, valores.

Realizar adquisiciones, cambio y venta de bienes y derechos inmobiliarios, así como de brevets, licencias de patentes de invención, y derechos mobiliarios, entendiéndose que las operaciones de un monto superior a treinta millones de francos deberán ser sometidos al Presidente.

Hacer las construcciones y labores necesarias, crear e instalar toda clase de establecimientos o agencias, entendiéndose que las operaciones de un monto superior a treinta millones de francos deberán someterse a la decisión del Presidente.

- 7.- Consentir o aceptar, ceder o anular todos los contratos, arrendamientos y sub-arrendamientos, a corto o a largo plazo, con o sin promesa de venta, sea cual fuere la forma del acto a intervenir.

Contratar pólizas de seguros y abonos al gas, agua potable, luz eléctrica, teléfono y otros servicios públicos o privados.

firmar todas las reformas y piezas modificatorias, pagar todas las primas y cotizaciones.

8.- Autorizar, firmar o canalizar todas las transacciones, compromisos, aceptaciones, renuncias, así como toda prioridad y subrogación, todo levantamiento de embargo mobiliario o inmobiliario, oposiciones y otros derechos aún sin pago.

Iniciar o seguir toda acción mobiliaria o inmobiliaria; suspenderla, abonarla o clausurarla de cualquier modo, sea éste amistoso o de otra manera; consentir y firmar toda renuncia.

Representar a la Sociedad ante la justicia frente a toda jurisdicción civil, comercial, administrativa, criminal, fiscal y otras, tanto en Francia como en el extranjero, demandando, en defensa o interviniendo, y, en cualquier proceso, litigio, acción, sea cual fuere, en los cuales la sociedad esté o pueda estar interesada o en discusión a cualquier título que fuer re, acceder a todo juicio, detención o decisión; poner de relieve todo llamado, apelar a todo recurso, toda enajenación; disponer todo asunto, transigir, comprometer sobre todo litigio, nombrar todo árbitro o solicitar su nominación.

Representar a la Sociedad ante toda administración fiscal de contribución directa, aduanas, de otorgamiento y de la inscripción. Firmar toda declaración, petición, solicitud de remesas gratuitas, hacer todo depósito, retirar todo recibo, depositar todas las garantías, dar recibos y descargas.

Representar para los efectos arriba mencionados a la Sociedad ante autoridad o jurisdicción, sea cual fuere; redactar, entregar, firmar, sostener y desarrollar toda memoria, nota y medios de defensa, adjudicar mandatarios, ratificar acuerdos, transacciones y tomar decisiones.

Retirar de las administraciones y de los servicios públicos o privados, cualquier paquete a nombre de la Sociedad, otorgando descargas y recibos.

9.- Dirigir el funcionamiento de la Sociedad, conforme a las instrucciones generales dadas por el Presidente, y firmar la correspondencia dentro del marco de las atribuciones que recibe por estos poderes.

Estudiar y proponer al Presidente, por un lado las medidas generales relativas a la organización y al control de los servicios, y por otro, los pedidos de autorización o de aprobación a ser sometidos a los poderes públicos, en los términos del Código de la Aviación Civil, quedando claro que el Director General tiene delegación para someter las referentes a las tarifas.

Decidir en los actos de gestión del personal dentro de las formas prescritas en el estatuto del personal.

De otra parte, someter previamente por acuerdo al Presidente, las nominaciones, mutaciones y sanciones concernientes a los agentes de la categoría VII, los subdirectores, los agentes fuera del estatuto, los jefes de departamento y los representantes regionales.

De otra parte él firma con el Presidente, quien decide las nominaciones, mutaciones y revocatorias de Directores Generales adjuntos, Directores y del alto personal fuera del estatuto.

Someter al Presidente las reglas generales concernientes a la fijación de acuerdos, al desarrollo y a la jubilación del personal.

10.- Tomar las medidas necesarias para asegurar el respeto de obligaciones y de responsabilidades que la Ley y el Reglamento impongan a la Compañía sobre todo en materia de higiene y de seguridad, dentro de los términos de la delegación especial recibida y aceptada por el Director para este efecto.

11.- No obstante los poderes conferidos por la presente delegación el Director General someterá al Presidente todo acto u operación cuyo objeto sea superior a cien millones de francos.

12.- El Director General puede ser sustituido por una o varias personas, en todo o en parte de sus poderes, especificándose que esta sustitución no obstaculiza el ejercicio directo de sus poderes cuando el mismo lo juzgue necesario y, que el Director General puede en cualquier época y circunstancia suspender todo o en parte dicha sustitución, siendo evidente que el Director General y sus sustitutos deben rendir cuentas al Presidente de su actividad.

Copia certificada conforme  
París, 30 de octubre de 1989



JUL 91

011

SELLO: Consejo de AdministracióN\* AIR FRANCE ( firmado ) Francis RICHARD.

SELLO: Francoise- Xavier HOREN, Notario asociado de París.- Tribunal de Apelación.

EXTRACTO AUTENTICO, exactamente cotejado y conforme a la minuta, elaborado en cuatro páginas, sin enmendadura ni palabra anulada. ( firmado ) Firma ilegible.

Esta copia auténtica ha sido realizada bajo el procedimiento ASSEMBLACT RC, impidiendo toda sustitución o adición y firmada en la última página por el notario, según decreto 71941 de 26 de noviembre de 1971. Art. 15.

Derecho de timbre pagado sobre estado.-Autorización de 16 de enero de 1985.

Delegación de poderes en materia de higiene y de seguridad otorgada por el señor ATTALI en favor del señor BLANCHET, Director General de la Compañía Nacional AIR FRANCE.- Noviembre 10 de 1989.

EN PRESENCIA del doctor Francoise-Xavier HOREN, Notario asociado a la Sociedad Civil Profesional denominada "Francoise-Xavier HOREN y Philippe LECUYER , notarios asociados" titular de una oficina notarial con residencia en París- Francia, 4 calle de la PAIX.

HA COMPARCIDO: el señor Bernard ATTALI , Presidente de la Compañía Nacional AIR FRANCE, domiciliada en París(15º distrito) 1 Square Max Hymans, quien actuando en tal calidad en nombre y por cuenta de la compañía Nacional AIR FRANCE, sociedad regida por el Código de la Aviación Civil, con un capital de 3.156.570.000 francos, con sede en París (15º distrito) 1 Square Max Hymans, matriculada en el Registro Mercantil bajo el número 542091277 B.

Quien por la presente delega al señor Jean-Didier BLANCHET, Director General de la Compañía Nacional AIR FRANCE domiciliada en París( 15º distrito) 1 Square Max Hymans, todos los poderes:

- Para adoptar las medidas necesarias a fin de asegurar el cumplimiento de obligaciones de toda naturaleza que la Ley y la Reglamentación impongan a la Compañía, sobre todo pero no exclusivamente en materia aeronáutica o en materia de circulación, de mantenimiento o de equipamiento de vehículos terrestres.

- Para tomar las medidas que se impongan en materia de legislación laboral, de higiene y de seguridad de los agentes de la Compañía que estén bajo su autoridad, entendiéndose que el Director General deberá vigilar sobre todo en respeto de todas las disposiciones concernientes a las condiciones de trabajo del personal, la vigilancia de los locales de trabajo, la prevención de accidentes

tes de trabajo, particularmente en lo que concierne a la circulación de los vehículos y máquinas, la utilización de aparatos y de dispositivos de protección, el manejo de sustancias tóxicas o nocivas, la prevención de incendios y, de manera general, todas las prescripciones relativas a la higiene y seguridad de los agentes de la Compañía.

- Para adoptar todas las medidas susceptibles de evitar los accidentes causados a terceros.

- Para tomar en relación a los agentes de AIR FRANCE o llamar su atención respecto de las sanciones a las infracciones cometidas dentro del dominio de la seguridad, bajo reserva del respeto de los procedimientos disciplinarios previstos por el Estatuto y sus reglamentos de aplicación o en base al contrato de trabajo de dichos agentes.

Habida cuenta de la dispersión geográfica de las actividades de la Compañía, el titular de la presente delegación podrá delegar, dentro de las condiciones que él fije, a uno o varios mandatarios de su elección, quienes actuarán válidamente en su lugar lo que de sus propios poderes el Director General juzgue útil conferirles para asegurar la plena eficacia de su ejercicio.

El titular de la presente delegación deberá en virtud de la misma, asumir todas las responsabilidades que la Ley y la Reglamentación impongan al Jefe de la empresa, responsabilidades que le han sido expresamente delegadas al mismo tiempo que los poderes correspondientes.

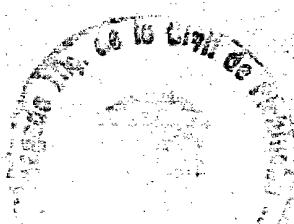
El titular de la presente delegación manifestará su aceptación de los poderes que le son conferidos, colocando sobre la presente minuta o sobre una copia auténtica de la misma, la mención manuscrita " apto para aceptación de poderes", y la fecha y su firma después de esta mención.

ACTA elaborada en 2 páginas.

Dado y firmado en París ( 15º distrito) 1 Square Max Hymans, en la sede de la compañía Nacional AIR FRANCE, AÑO 1989, 10 de noviembre.

Después de esta lectura, el compareciente ha firmado con el Notario asociado infrascrito.

Siguen las firmas.



En el margen se encuentra esta mención manuscrita: apto para aceptación de poder.- París, 10 de Noviembre de 1.989 .- Firma Jean-Didier BLANCHET.

En el margen se encuentra esta mención: derechos de registro sobre estado: 430 francos.

Copia auténtica, exactamente cotejada y conforme a la minuta, elaborada en dos páginas, sin enmendadura ni palabra anulada. (firmado) Ilegible.- Se repite el sello de la Notaría.

Hay un sello que se lee: Ministerio de Relaciones Exteriores.- El Ministro de Relaciones Exteriores certifica que la presente acta pública ha sido elaborada bajo las formas previstas por la Ley Francesa.

Por el Ministro y por delegación (firmado) F.LAGRELLETTE.

Hasta aquí la traducción.

Dejo a salvo cualquier error u omisión involuntarios.

Alba Aguinaga y

ALBA AGUINAGA Y. DE CONTRERAS

Presentado hoy día quince demarzo de mil novecientos noventa y uno a las diez horas.= Certifico.=

El Secretario

JUZGADO DECIMO DE LO CIVIL DE QUITO, marzo 15 de 1991 .. las 11h00.= El informe que antecede, póngase en conocimiento de las partes a fin de que sea aprobado u observado en el término de 24 horas.=

Dr. Luis Narváez Pazos.

En Quito, a quince demarzo de mil novecientos noventa y uno a las diecisiete horas, notifíquese con la providencia e informe anteriores al Dr. MARCIAL AGUINAGA, en su persona.= Certifico.=

El Secretario

Baúllo Pérez Peñafiel



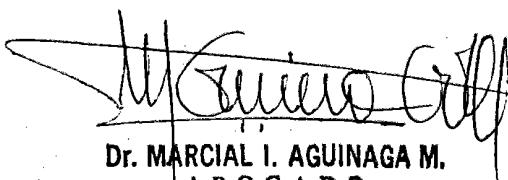
ABOGADO

Reina Victoria 1539 y Av. Colón - Edif. Banco de Guayaquil  
8o. Piso - Oficina 804 B - Teléfono 526699 - Apartado 9163 Suc. 7  
QUITO - ECUADOR

SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

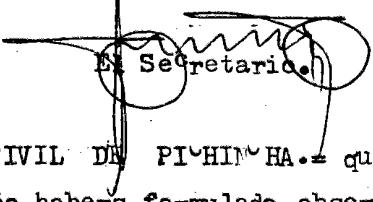
DR. MARCIAL AGUINAGA MENESSES, en la diligencia de traducción del documento que contiene la DELEGACION DE PODERES otorgada por el Sr. JFAN-DIDIER BLANCHET, Director General de la Compañía Nacional Francesa AIR FRANCE, a favor del Sr. JEAN-CLAUDE BOTELLA como Representante de la Compañía AIR FRANCE en el Ecuador, a Ud. atentamente digo:

Que estoy de acuerdo con el texto del informe presentado por la perito-traductora Sra. Lcda. ALBA ALEXANDRA AGUINAGA Y. DE CONTRERAS, ya que el mismo contiene el texto fidedigno de la traducción que tengo solicitada sea aprobada mediante sentencia.

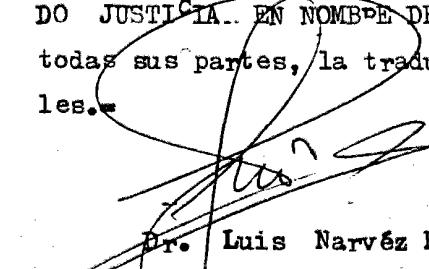
  
Dr. MARCIAL I. AGUINAGA M.

ABOGADO  
Casillero Judicial № 485  
Matrícula № 1146 - QUITO

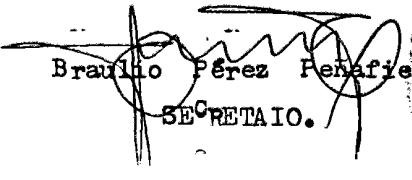
Presentado hoy día dieciochodemarzo de mil novecientos noventa y uno  
las diez horas. = Certifico. =

  
En Secretario

JUZGADODECIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA - quito, marzo 16 de 1991  
las 11h00. = VISTOS: Por no haber formulado observación alguna al informe  
traducción presentado por el perito Alba Aguinaga, este Juzgado, ADMINISTRADO  
DO JUSTICIA EN NOMBRE DE LA REPUBLICA Y POR AUTORIDAD DE LA LEY, se aprueba en  
todas sus partes, la traducción solicitada. Notifíquese y devuelvanse originales. =

  
Dr. Luis Narváez Pazos.

En Quito, a dieciséis de marzo de mil novecientos noventa y uno a  
las quince horas, notifíquese con la sentencia anterior al Dr. Marcial Agui-  
naga en su persona. = Certifico. =

  
Braulio Pérez Benítez  
SECRETARIO.

1 ZON : A petición del doctor Marcial Aguinaga Meneses , -

2 protocolizo en mi registro de escrituras públicas del pre  
3 JUL 91

4 sente año , en veinte y un fojas útiles , la Delegación

5 de Poderes que anteceden .- Quito , a veinte de marzo

6 de mil novecientos noventa y uno .- ( firmado ) el Nota-

7 rio doctor Jaime Nolivos Maldonado .-

8 013

9

10 Es TERCERA

11 COPIA CERTIFICADA , de la Delegación de Poderes que se -

12 hallan protocolizados en mi registro de escrituras públi

13 cas del presente año , la confiero en Quito , a veinte -

14 de marzo de mil novecientos noventa y uno .-

15 *El Notario Nolivos*  
16 Dr. Jaime Nolivos Maldonado  
17 NOTARIA DECIMA SEGUNDA  
18 Teléfono 521993 - 542220  
19 QUITO - ECUADOR

En fecha queda inscrito el Poder y la Resolución número ochocientos veinte y uno, del Señor Superintendente de Compañías de 7 de Mayo de 1991 P o d e r constante en la presente Protocolización, bajo el número 839 del Registro Mercantil, tomo 122.- Se tomó nota al margen de la inscripción número 20 de 14 de enero de 1965, a fa 25 vta. del Registro Mercantil, tomo 96.- Se fijó un extracto, para conservarlo por seis meses, según lo ordena la Ley, signado con el número 600.- Se da así cumplimiento a lo dispuesto en el Art. Segundo, Tercero y Cuarto de la citada Resolución.- Se anotó en el Reportorio bajo el número 7173.- Quito, a nueve de mayo de mil novecientos noventa y uno.- EL REGISTRADOR.-

*Dr. Gustavo García Banderas*  
REGISTRADOR MERCANTIL DEL CANTÓN QUITO



REPUBLICA DEL ECUADOR  
SUPERINTENDENCIA DE COMPAÑIAS

RESOLUCION N° 91.1.1.1. -

JUL 91

014

LUIS SALAZAR BECKER  
SUPERINTENDENCIA DE COMPAÑIAS

0821

CONSIDERANDO:

QUE el señor Jean Claude Botella, en su calidad de Apoderado de la compañía extranjera "AIR FRANCE", con el patrocinio del doctor Marcial Aguinaga, ha comparecido a este Despacho para solicitar la calificación, inscripción y publicación del Poder que la mencionada compañía confiere a su favor;

QUE al efecto han sido presentadas tres copias certificadas de la protocolización del documento atinente al referido Poder, efectuada en la Notaría Décimo Segunda del cantón Quito, el 20 de marzo de 1991;

QUE dicho Poder guarda conformidad con los requisitos establecidos en el Artículo 424 de la Ley de Compañías;

QUE el Departamento Jurídico de Compañías Anónimas y Extranjeras de la Intendencia de Derecho Societario, ha emitido informe favorable para la continuación del trámite, contenido en el Memorando N° DJ.CAE.91.330 de 3 de mayo de 1991 ;

En ejercicio de las atribuciones que le confiere la Ley:

R E S U E L V E :

ARTICULO PRIMERO.- CALIFICAR de legal y suficiente el documento efectuado en nación extranjera, para sus efectos en el Ecuador, de conformidad con lo dispuesto por el Artículo 428 de la Ley de Compañías, referente al Poder conferido por la compañía "AIR FRANCE" en favor del señor Jean Claude Botella, de nacionalidad francesa.

ARTICULO SEGUNDO.- DISPONER que en el Registro Mercantil del cantón Quito se anote al margen de la inscripción del permiso para operar en el Ecuador concedido a la compañía extranjera "AIR FRANCE" que consta bajo el N° 20, Tomo 96, de 14 de enero de 1965, la presente aprobación del mencionado Poder. Se sentará razón de esta anotación.

ARTICULO TERCERO.- DISPONER que en el Registro Mercantil del cantón Quito se inscriba el Poder conferido por la compañía extranjera "AIR FRANCE" en favor del señor Jean Claude Botella, constante de la protocolización de 20 de marzo de 1991, efectuada en la Notaría Décimo Segunda del cantón Quito, junto con la presente Resolución. Se sentará razón de la inscripción que se ordena.



JUL 91

015

-2-

"AIR FRANCE"

ARTICULO CUARTO.- DISPONER que en el mismo Registro Mercantil se fije y se mantenga fijado por seis meses, un extracto del documento registrado con su número de orden y de fecha, de conformidad con el precepto contenido en el Artículo 33 del Código de Comercio.

ARTICULO QUINTO.- DISPONER que se publique, por una sola vez, en uno de los periódicos de mayor circulación en la ciudad de Quito, el texto completo del Poder constante de la protocolización de 20 de marzo de 1991, efectuada en la Notaría Décimo Segunda del cantón Quito, esta Resolución, la solicitud del peticionario, la razón de la inscripción en el Registro Mercantil y fijación del extracto correspondiente.

CUMPLIDO, vuelva el expediente.

COMUNIQUESE.- DADA y firmada en la Superintendencia de Compañías, en Quito, a

7 MAYO 1991

Dr. Luis Salazar Becker  
SUPERINTENDENTE DE COMPAÑIAS

D.J.CAE.  
NPP

Con esta fecha queda inscrita la presente Resolución bajo el número 839 del Registro Mercantil, tomo 122.- Se tomó nota al margen de la inscripción número 20 de 14 de enero de 1965, a fs 25 vta. del Registro Mercantil, tomo 96.- Se fijó un extracto, para conservarlo - por seis meses, según lo ordena la Ley, signado con el número 600.- Se da así cumplimiento a lo dispuesto en la misma. Quito, a nueve- de mayo de mil novecientos noventa y uno.- EL REGISTRADOR.-



  
Dr. Gustavo García Banderas  
REGISTRADOR MERCANTIL DEL CANTÓN QUITO